



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la
Formation Professionnelle,

FORCE OUVRIERE

1, rue Sédillot – 67000 STRASBOURG

Tél : 06 31 08 76 78 et 06 17 33 61 57

fnecfpofstrasbourg@gmail.com

Déclaration des élus **Force Ouvrière** au CSA-SD du 3 septembre 2024

Monsieur le Directeur Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CSA du Bas-Rhin,

Par cette déclaration, la Fédération **FO** de l'Enseignement du Bas-Rhin (FNEC FP – FO 67) s'adresse à tous les personnels de l'Éducation Nationale de notre département.

Notre Fédération **FO** de l'Enseignement dénonce le coup de force contre l'École publique que constitue l'organisation de cette rentrée scolaire par un gouvernement et une ministre dont la politique a été désavouée à trois reprises aux élections européennes et législatives.

Sans majorité depuis le 7 juillet, démissionnaire depuis le 16 juillet, le gouvernement est maintenu en place par le Président Macron au nom de la « gestion des affaires courantes ». Il s'agit par ce stratagème antidémocratique d'empêcher la hausse immédiate du SMIC et du point d'indice des fonctionnaires, de commencer l'application de la contre-réforme des retraites, de poursuivre la politique de privatisation des services publics, de cadeaux fiscaux et d'exonération de cotisations sociales au profit du patronat et des actionnaires...

Il s'agit comme l'a dit le 26 août le Président du MEDEF de maintenir une « politique pro-business ».

Au nom des « affaires courantes », ce sont plus de 1160 décrets, arrêtés et textes réglementaires qui ont été publiés depuis le 7 juillet, c'est l'annonce d'un budget d'austérité, avec près de 10 milliards d'euros d'économies supplémentaires s'ajoutant aux mesures imposées par décret en début d'année 2024 en attendant d'autres économies à venir puisque notre pays vient d'être placé sous la tutelle de la commission européenne : c'est la poursuite des contre-réformes contre l'Enseignement public et le statut de fonctionnaire d'Etat (PACTE, pilotage par l'évaluation, acte 2 de l'école inclusive).

Comme si de rien n'était, la ministre démissionnaire Belloubet a annoncé dans sa conférence de presse du 27 août une année scolaire sous le signe de la poursuite des réformes.

Cette rentrée sera également placée sous le signe de l'accentuation des ravages de l'inclusion scolaire systématique, qui remet en cause le droit à l'instruction pour les élèves en situation de handicap.

L'augmentation du nombre de notifications d'AESH mutualisés et le manque cruel d'AESH conduisent à ce que des centaines d'élèves se retrouvent sans l'accompagnement auquel ils ont droit. Des centaines d'autres vont, comme l'an passé, être exclus des soins auxquels ils ont droit.

Lors de sa conférence de presse de rentrée, la ministre Belloubet a d'ailleurs été contrainte de confirmer que **24 000 élèves (chiffre largement sous-estimé) sont scolarisés en milieu ordinaire faute de places en établissements sociaux ou médico-sociaux...**

Eh bien non, pour **Force Ouvrière**, cette rentrée dans ces conditions insupportables n'est pas acceptable

Pourquoi devrions-nous encore supporter ?

- le maintien du « choc des savoirs », contre-réforme rejetée massivement l'an passé par les enseignants et les parents d'élèves ?
- les 650 suppressions de postes du budget de l'Éducation Nationale 2024 adopté par 49-3 et qui ont comme conséquence un manque de moyens à tous les niveaux ?
- l'absence récurrent de personnels pour assurer les remplacements ?
- l'absence de personnels et de structures spécialisées pour les élèves en situation de handicap et en grande difficulté scolaire, l'absence d'une médecine scolaire ?
- des centaines d'heures d'accompagnement pour des élèves en situation de handicap non assurées rien que pour le Bas-Rhin et de trop nombreux élèves en attente d'une place dans un établissement spécialisé ?

Pourquoi devrions-nous encore subir...

- 25 % de baisse de pouvoir d'achat en 25 ans, nos salaires n'ayant jamais suivi la hausse des prix ?
- des refus de temps partiel, des refus et des diminutions drastiques des heures d'allègements horaires pour les enseignants des 1er et 2nd degrés dont l'état de santé ne permet pas ou plus d'assurer la totalité de leurs obligations réglementaires de service, nombre d'entre eux ayant des soins réguliers hebdomadaires ?
- une contre-réforme des retraites empêchant de nombreux collègues de prendre leur retraite dès la rentrée et conduisant à la réduction du montant des retraites car qui aura la santé pour travailler jusqu'à 67 ans pour avoir une retraite à taux plein ?
- l'absence de statut de fonctionnaire pour les plus de 100 000 AESH (à 99% des femmes) qui travaillent dans les établissements scolaires et qui sont payés en dessous du seuil de pauvreté ?
- le maintien de l'arbitraire instauré par le PPCR dans le déroulement de carrière, et des contre-réformes Macron-Blanquer de mise en place du management patronal : évaluation d'écoles, inspection des directeurs dans le cadre de la loi Rilhac... ?
- la disparition des CHSCT (loi Dussopt-Macron) alors que l'amiante pollue de nombreux établissements, que les burn-out deviennent une affection courante, que les agressions se multiplient... ?
- l'absence d'une médecine du travail effective ?

Pour la Fédération **FO** de l'Enseignement, ce gouvernement démissionnaire n'a aucune légitimité à se maintenir pour poursuivre ses contre-réformes !

Concernant la carte scolaire, quelle honte de devoir « pleurer » pour obtenir des ouvertures de classe et pour éviter des fermetures parce que nous n'en finissons plus de rendre des postes au Ministère dans notre Académie.

200 milliards sont accordés chaque année aux entreprises, sans condition, sans contrepartie, sous forme de niches fiscales, d'exonération de cotisations sociales, faisant de notre pays l'eldorado des dividendes boursiers tandis que notre Éducation Nationale est de plus en plus dans l'impossibilité d'accomplir sa mission à l'instar de l'Hôpital public pour s'en tenir à ce seul exemple.

La Fédération **FO** de l'Enseignement revendique aucune fermeture de classe, l'ouverture de classes pour améliorer les conditions de travail de nos collègues et les conditions d'apprentissage des élèves.

Face à la pratique autoritaire du pouvoir du Président Macron qui met dangereusement en cause la démocratie, la Fédération nationale **FO** de l'Enseignement refuse de lui apporter la moindre caution et ne siègera pas dans les instances ministérielles dans les conditions actuelles.

De même, au plan local, la Fédération **FO** de l'Enseignement du Bas-Rhin (FNEC FP – FO 67) ne jouera pas la figurante dans ce CSA, cette instance consultative réunie pour la forme, où il n'y a rien à discuter parce que tout est verrouillé par le gouvernement démissionnaire.

A titre d'exemple, comment pouvez-vous expliquer, Monsieur le Directeur académique, qu'après une période de réserve impliquant le report du CSA de juin, vous réunissiez l'instance durant les congés scolaires pour finalement tracter dès le lendemain directement avec certains élus certaines ouvertures de postes alors que c'est bien dans le Groupe Technique ou dans cette instance réunie aujourd'hui que les analyses de situations et les négociations doivent se mener.

Ces pratiques sont bien différentes du dialogue social que vous prôniez à votre arrivée dans le département.

De ce fait, la **FNEC-FP FO 67** mettra tout en œuvre pour obtenir satisfaction sur l'ensemble des revendications urgentes :

- L'abandon de toutes les contre-réformes qui cassent l'École Publique (« Choc des savoirs », PACTE, évaluations d'école, lois Rilhac, réforme du lycée professionnel...),
- L'augmentation des salaires,
- L'annulation de toutes les suppressions de postes et la création de postes statutaires à hauteur des besoins,
- L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive,
- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, les créations de postes en IME et ITEP,
- Le respect des notifications de la MDPH,
- Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH.

Nous vous remercions pour votre attention.

Pour la **FNEC-FP-FO 67**,

Audrey LAGES et Aurélien DUTT